

### VIVRE ET TRAVAILLER AVEC LE COVID 19 : La santé mentale et la confiance déclinent dans l'Union Européenne

- Le bien-être mental a atteint son niveau le plus bas dans tous les groupes d'âge depuis le début de la pandémie il y a plus d'un an. Ceci est particulièrement important chez les jeunes et ceux qui ont perdu leur emploi.

- Les inégalités existantes se creusent en raison de l'impact disproportionné de la pandémie sur les groupes vulnérables. Les résultats montrent que les difficultés à joindre les deux bouts ont augmenté de manière significative chez les personnes déjà en situation précaire. [Partager](#)

- La satisfaction des citoyens à l'égard des mesures de soutien en cas de crise a considérablement diminué, avec seulement 12 % d'entre eux estimant désormais que les mesures de soutien sont justes, contre 22 % à l'été 2020. Ceux qui pensaient qu'obtenir un soutien était facile et efficace est également passé de 16 % à l'été 2020 à 10 % au printemps 2021. Près d'un répondant sur dix a vu une demande de soutien financier rejetée. [Partager](#)

- La confiance dans les institutions a chuté, en particulier la confiance dans les gouvernements nationaux, qui est passée de 4,6 à l'été 2020 à 3,9 au printemps 2021. La confiance dans les gouvernements nationaux de tous les États membres a chuté en dessous des niveaux enregistrés au début de la pandémie. La confiance dans l'UE a également baissé mais reste supérieure à la confiance dans les gouvernements nationaux. [Partager](#)

- Plus d'un quart des personnes vivant en Europe indiquent une hésitation vis-à-vis du vaccin COVID-19, les hommes se révélant plus hésitants (29%) que les femmes (25%). L'hésitation à la vaccination est également fortement associée à de faibles niveaux de confiance et d'utilisation des médias sociaux, les pays qui enregistrent de faibles niveaux de confiance dans le gouvernement enregistrant des niveaux plus élevés d'hésitation à la vaccination.

*Source enquête en ligne de février et mars 2021 d'Eurofound (Agence européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail)*

### PACTE VERT POUR L'EUROPE (Green Deal) : Devenir le premier continent neutre pour le climat.

Le changement climatique et la dégradation de l'environnement constituent une menace existentielle en Europe et dans le reste du monde. Devant ces défis, le pacte vert pour l'Europe transformera l'Union Européenne en une économie efficace dans l'utilisation des ressources, en

garantissant la fin des émissions nettes de gaz à effet de serre d'ici 2050 et une croissance économique dissociée de l'utilisation des ressources où personne n'est laissé de côté. Plus de 600 milliards d'€ du plan de relance (Next Generation EU) et du budget européen 2021-2027 doivent financer le pacte vert pour l'Europe pour améliorer le bien être et la santé des citoyens et des générations futures en offrant :

- un air pur, une eau propre, des sols sains et la biodiversité.
- Des bâtiments rénovés et économes en énergie.
- Des aliments sains et abordables
- Des services de transport public plus nombreux
- Une énergie plus propre et des innovations technologiques propres de pointe.
- Des produits plus durables pouvant être réparés, recyclés et réutilisés
- Des emplois pérennes et des formations aux compétences nécessaires pour la transition.
- Une industrie compétitive et résiliente à l'échelle mondiale.

Source: le site web officiel de l'Union européenne [https://ec.europa.eu/info/strategy/priorities-2019-2024/european-green-deal\\_fr](https://ec.europa.eu/info/strategy/priorities-2019-2024/european-green-deal_fr)

Dans le cadre du **pacte vert pour l'Europe**, la Loi européenne pour le climat contraignante entre en vigueur en juillet 2021 par la réduction de 55% d'ici 2030 des émissions nettes de gaz à effet de serre par rapport aux niveaux de 1990. Elle engage chaque Etat membre à consacrer la totalité des recettes des droits d'émissions de Co2 à des projets liés au climat et à l'énergie et de s'attaquer aux répercussions sociales sur les ménages vulnérables, les microentreprises et les usagers des transports. Les règlements sur la répartition de l'effort de réduction des émissions de Co2, l'utilisation des terres, les forêts et l'agriculture assignent à chaque Etat membre des objectifs d'absorption de carbone. La directive sur les énergies renouvelables doit permettre de produire 40% de l'énergie d'ici 2030 à partir des sources renouvelables avec des critères de durabilité pour l'utilisation de la bioénergie. Des normes plus strictes imposent une réduction des émissions moyennes de Co2 des voitures neuves de 55% à partir de 2030 et de 100% à partir de 2035 et un règlement sur le déploiement des infrastructures pour carburants alternatifs (tous les 60 kms pour la recharge électrique et les 150 kms pour le ravitaillement en hydrogène). Une révision de la directive sur la taxation de l'énergie propose d'aligner la taxation des produits énergétiques sur les politiques de l'Union en matière d'énergie et de climat et un mécanisme d'ajustement aux frontières fixera un prix du carbone pour les importations

Source : le site web officiel de l'Union européenne <https://ec.europa.eu/commission/press-corner/detail/fr/ip>

## TAXATION DES ENTREPRISES EN EUROPE COMPRENDRE LA CONCURRENCE FISCALE

La fiscalité est un des leviers utilisés par les Etats pour améliorer leur compétitivité économique et attirer les investissements. Dans une étude de l'OCDE (Organisme de Coopération et de Développement Économique) dans 109 pays, le taux légal moyen de l'impôt sur les sociétés a reculé de 32,2% en 2000 à 23,2% en 2018 et il n'est que de 20,6% en 2020. En Europe le **taux d'imposition effectif moyen** (*mesure l'impôt moyen qu'une entreprise acquitte dans le cadre d'un projet d'investissement qui génère des profits économiques positifs*) est de moins de 10% pour la Bulgarie à plus de 30% pour la France avec des paradis fiscaux à 0% dans les Îles anglo-normandes et de Man.

- Moins de 10% : Andorre (8,9%), Bulgarie (9,2%).
- De 10 à 15% : Hongrie (10%), Liechtenstein (10,4%), Chypre (10,4%), Irlande (12%), Lituanie (13,4%), Roumanie (13,4%).
- De 15 à 20% : Pologne (15,3%), Croatie (15,8%), Lettonie (17%), Estonie (17%), Slovaquie (18,1%), Islande (18,3%), Royaume Uni (18,4%), Finlande (19,1%), Suisse (19,6%), Danemark (19,6%), Suède (19,8%).
- De 20 à 25% : Italie (20,7%), République Tchèque (21,2%), Norvège (21,4%), Slovaquie (22,5%), Pays-Bas (22,6%), Luxembourg (22,7%), Belgique (23%), Autriche (23,8%), Espagne (25%).
- De 25 à 30% : Portugal (25,6%), Grèce (26,9%), Allemagne (27,5%), Malte (28,5%).
- Plus de 30% : France (30,3%).

Des réductions de la base imposable sont utilisées par certains pays afin d'attirer les activités des entreprises, l'**Irlande** et le **Luxembourg** accordent des taux spécifiques ou préférentiels sur les impôts pour attirer les multinationales. Des crédits d'impôts permettent de déduire certains frais de l'assiette fiscale comme les investissements dans la Recherche et le Développement en **France** ou l'innovation dans une trentaine de pays de l'Union européenne. Certains pays comme la **Belgique**, **l'Italie**, **la Pologne** et le **Portugal** ont mis en place des déductions fiscales sur les fonds propres des sociétés.

Depuis la proposition américaine d'avril 2021 de taxer les multinationales partout dans le monde pour lutter contre l'évasion fiscale des entreprises, 132 pays se sont accordés sur le principe d'un impôt mondial sur les entreprises de 15% ce qui pourrait mettre fin aux paradis fiscaux.

Le 26 août 2021, Christian JUYAUX